

La neutralité belge et le plan de campagne allemand

Autor(en): **Lecomte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **74 (1929)**

Heft 2

PDF erstellt am: **20.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-341196>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE MILITAIRE SUISSE

LXXIV^e Année

N° 2

Février 1929

La neutralité belge et le plan de campagne allemand.

Dans la livraison de janvier 1915 de la *Revue militaire suisse*, j'ai rendu compte d'un livre fort intéressant, intitulé : *Neutralité belge et invasion allemande*, par Maxime Lecomte, sénateur, et le lieut.-colonel Camille Lévi. Ce livre, écrit quelques mois avant la guerre, était presque prophétique. Il prévoyait l'invasion de la France à travers la Belgique à peu près comme elle a eu lieu en réalité, alors que l'état-major français n'escomptait qu'un mouvement débordant de beaucoup moindre envergure, à travers le sud de la Belgique.

Depuis lors, on a beaucoup écrit sur ce sujet, du côté allié comme du côté allemand et du côté neutre. On a retourné la question sous toutes ses faces, militaire, politique, juridique et morale. Les opinions les plus diverses ont été émises, allant de la glorification du plan allemand à son exécution.

Tout dernièrement, un savant allemand, le Dr Bredt, s'est efforcé dans un ouvrage intitulé : *Die belgische Neutralität und der Schlieffensche Feldzugsplan*¹ de faire le point de cette affaire. Les lecteurs de la *Revue militaire* me sauront gré, je crois, de leur présenter ce volume.

Disons tout d'abord que le livre du Dr Bredt se distingue de beaucoup d'autres sur le même sujet par un grand souci d'impartialité. L'auteur s'est efforcé de traiter la question sans passion, tel un juge appréciant les faits et les textes et non un avocat plaidant la cause de son client, c'est-à-dire de ses compatriotes. Si ses conclusions tendent plutôt à donner

¹ Paru chez Georg Stilke, Berlin, 216 pages et 2 cartes. Prix : 10 Mk.

raison à l'Allemagne, on y chercherait vainement un mot grossier ou injurieux à l'adresse de ses adversaires.

Je ne m'arrêterai d'ailleurs pas longtemps aux conclusions du Dr Bredt, désirant insister plutôt sur ce que son livre apporte de nouveau au point de vue militaire. Qu'il suffise de dire que l'auteur adopte le point de vue bien connu de Bethmann-Hollweg : « Nécessité ne connaît pas de loi ». Sa conclusion se base sur une longue discussion du sens juridique des termes allemands : *Notwehr* (légitime défense), *Notstand* (nécessité) et *Zwangslage*. C'est ce dernier terme (en français littéralement situation forcée) qui lui paraît exprimer le mieux la situation dans laquelle se trouvait le gouvernement allemand en 1914. C'est d'ailleurs le terme que Bethmann lui-même a employé, non dans ses discours au Reichstag, mais dans ses instructions au prince Lichnowsky, ambassadeur à Londres.

Le grand état-major avait décidé depuis longtemps que la *seule* manière de gagner la guerre contre la France et la Russie était d'attaquer la France à travers la Belgique. Le gouvernement politique, incompétent pour discuter cette question technique, se trouvait dans l'alternative de jouer la carte forcée de l'invasion belge, ou de se résigner d'avance à la défaite. Aucun gouvernement, dit le Dr Bredt, conscient de sa responsabilité envers son peuple, n'aurait pu agir autrement que le gouvernement allemand.

Je ne veux pas discuter ici cette conclusion, qui est en tous cas plausible. Ce qui paraît plus discutable, c'est l'affirmation du grand état-major, que *seule* l'invasion de la Belgique pouvait procurer la victoire. Déjà Feyler, dans *Le problème de la guerre*¹, l'avait mise en doute. Se basant sur de nombreux témoignages français, il avait émis l'idée que l'attaque directe sur les forteresses françaises n'était pas vouée à un insuccès certain. L'état de préparation de Verdun, par exemple, ne paraît pas avoir été beaucoup meilleur en août 1914 que celui de Liège ou d'Anvers.

On ne saurait dire que le livre du Dr Bredt tranche la question. L'auteur n'est évidemment pas un militaire. Comme Bethmann-Hollweg, il accepte sans discussion l'opinion tech-

¹ Paru chez Payot, Lausanne et Paris, 1918. Prix : 9 fr.

nique du grand état-major. Tout au plus laisse-t-il, en dernière page, percer un doute sur la portée politique de cette opinion.

« La seule question, écrit-il, est de savoir s'il fallait que les choses en vinsent au point où l'Allemagne ne verrait son salut que dans un plan de campagne. Ce qu'il fallait à l'Allemagne, ce n'était pas une victoire militaire Cannes-Tannenberg, qui forçât l'ennemi à se rendre, mais une victoire diplomatique, qui aurait délivré notre peuple de l'encerclement politique. »

Si je comprends bien le Dr Brecht, cela veut dire que le gouvernement allemand de 1914 avait eu la carte forcée par les gaffes diplomatiques de ses prédécesseurs, qui avaient laissé périliter la Triple-Alliance et prospérer la Triple-Entente. Battue partout sur le terrain diplomatique, l'Allemagne ne pouvait plus échapper à l'encerclement que par la guerre. Les conseillers militaires du gouvernement lui affirmaient que cette guerre ne pouvait être gagnée que par l'invasion de la Belgique. Le gouvernement allemand était dans l'impasse (Zwangslage) et n'avait pas d'autre moyen d'en sortir.

Je remarque seulement que cette manière de voir, si elle dégage la responsabilité de Bethmann, qui n'était chancelier que depuis 1909, laisse entière celle de Guillaume II, sous le règne duquel toutes les gaffes diplomatiques avaient été commises.

Revenons au côté militaire de la question. L'invasion de la Belgique, telle qu'elle s'est produite, était-elle vraiment la seule manière de gagner la guerre ?

Un peu d'histoire.

En 1870, Moltke avait gagné la guerre sans passer par la Belgique. Evidemment, en 1914, les conditions n'étaient plus les mêmes, mais étaient-elles vraiment tellement plus défavorables à l'Allemagne ?

Jusqu'en 1892, personne en Allemagne ne soutint ce point de vue. Dans son livre *Le plan de campagne allemand de 1914 et son exécution*¹, Reginald Kann donne le croquis du plan de campagne de 1891. On y voit trois armées allemandes attaquant la trouée de Charmes et trois autres se glissant

¹ Paru chez Payot, Paris, 1923. Prix : 10 fr.

le long de la frontière belge pour franchir la Meuse au nord de Verdun. Kann attribue ce plan à Schlieffen qui venait de succéder à Waldersee¹ comme chef d'état-major. D'après Brecht, il semblerait plutôt que le plan soit de Waldersee. Quoi qu'il en soit, Schlieffen ne tarda pas à innover. Brecht, qui a eu à sa disposition les archives du Reich et nombre de documents inédits, refait l'historique du plan de campagne.

Les années qui suivirent 1892 ouvrirent la série des gaffes diplomatiques. Au lieu d'être à la tête d'une Triplepuissance, assurée de la neutralité russe, l'Allemagne se vit finalement seule avec l'Autriche-Hongrie moribonde, en face d'une coalition toujours grandissante. En 1905, Schlieffen dirigea un Kriegsspiel des deux puissances centrales contre une coalition France - Russie - Angleterre - Italie - Roumanie - Serbie ! On comprend que, dans son esprit, l'idée dominante soit devenue de plus en plus : « abattre l'ennemi le plus dangereux, la France, n'importe comment, avant que les autres ne soient prêts. Sinon, c'est l'écrasement inévitable, un peu plus tôt ou un peu plus tard.

Les événements ont-ils donné raison à Schlieffen ? Oui, à première vue. La France a tenu le coup et l'Allemagne a fini par être écrasée. Mais, en y regardant de plus près, on doit admettre que, même après l'échec initial, l'Allemagne a été plusieurs fois bien près de gagner la guerre.

Il semble donc que le raisonnement de Schlieffen soit fort discutable. En tous cas, on n'est pas en droit d'affirmer *a priori* que son plan fût le *seul* capable de donner la victoire à l'Allemagne. Ce n'est d'ailleurs pas ainsi qu'il faut, à mon avis, poser la question, mais : « Le plan Schlieffen était-il celui qui donnait aux puissances centrales *le plus de chances* de victoire ?

En effet, il n'existe pas de recette qui assure la victoire ; il n'y a que des plans de guerre qui la rendent plus ou moins probable.

Du moment que les puissances centrales devaient combattre sur deux fronts, il y avait, sans parler des variantes, quatre plans possibles, qui tous pouvaient se justifier en théorie :

¹ Waldersee avait succédé à Moltke en 1888.

- 1^o Défensive initiale sur les deux fronts avec masse centrale en réserve ;
- 2^o Offensive à l'Est, défensive à l'Ouest ;
- 3^o Offensive à l'Ouest, défensive à l'Est ;
- 4^o Offensive sur les deux fronts.

Dans la situation politique de l'Europe, on pouvait poser en principe que le temps travaillait contre l'Allemagne. En effet, l'Angleterre aurait sûrement recours au blocus, arme à longue échéance, et la Russie, avec son immense territoire, pouvait, de son côté, reculer de beaucoup l'échéance.

Donc, il fallait écarter d'emblée la solution défensive qui laissait aux adversaires le choix de la date de l'échéance.

Etant donné l'infériorité numérique des puissances centrales, l'offensive sur les deux fronts était très risquée. C'est pourtant, si l'on y regarde de près, cette solution-là qui prévalut. Si l'on tient compte de l'Autriche-Hongrie, il y eut même trois offensives, contre la France, la Russie et la Serbie.

Il en résulta ce qui devait en résulter, que les trois offensives échouèrent, tandis qu'on obtint la victoire écrasante de Tannenberg sur le seul théâtre de guerre où l'on avait prévu la défensive.

Schlieffen avait su s'imposer. Empereur, chancelier, diplomates, militaires, ne juraient que par lui. C'était le pape infaillible de l'art militaire allemand. Donc, Schlieffen ayant décidé : « Hors l'invasion de la Belgique, pas de salut ! », toute l'Allemagne criait et crie encore : Amen ! Nous avons vu que le Dr Bredt suggère qu'on aurait pu rechercher le salut sans guerre ; il ne se hasarde pas à mettre en doute l'infailibilité du plan de guerre de Schlieffen.

Et pourtant, malgré le Dr Bredt, j'arrive à la conviction que Schlieffen n'a pas vu juste. Moltke jeune a, de 1909 à 1914, émasculé le plan de guerre que Schlieffen lui avait légué en 1905 ; il en a conservé l'idée maîtresse : l'invasion de la France à travers la Belgique. Or, c'est cette idée que je crois fautive, même au point de vue strictement militaire.

Le Dr Bredt, pour justifier Schlieffen aux dépens de Moltke, fait grand état de la question de Liège. Schlieffen voulait faire passer ses armées à droite et à gauche de Liège, en empruntant

au besoin le territoire hollandais, et faire ensuite le siège de la forteresse. Moltke renonça au passage par la Hollande et projeta le coup de main sur Liège. Schlieffen n'aurait franchi les frontières belge et néerlandaise qu'une fois la concentration terminée. Il comptait ainsi induire les Français à entrer les premiers en Belgique, et les Belges à appeler les Allemands à leur aide. Le coup de main de Liège renversait la situation. Avec ou sans ultimatum, il fallait une dose étrange d'aberration pour ne pas voir que ce geste jetterait inéluctablement la Belgique dans le camp adverse. Ainsi Moltke se faisait gratuitement un ennemi de plus, sans parler de l'Angleterre ¹.

En outre, Moltke diminuait ses chances de succès en affaiblissant l'aile marchante pour renforcer le pivot, ensuite de quoi il eut, comme chacun sait, trop peu de monde à l'endroit et au moment décisifs, dans les premiers jours de septembre.

L'armée anglaise était en août 1914 un facteur accessoire. La Belgique ne serait certes pas entrée de gaîté de cœur dans la guerre. Donc, il s'agissait pour l'Allemagne, si elle attaquait en Russie, de tenir contre la France dans sa région-frontière à elle. Cette région était admirablement défendue par les forteresses de Metz, Strasbourg, Thionville, Molsheim. Derrière elle, il y avait la barrière formidable du Rhin. Une armée allemande, même très inférieure en nombre, aurait pu maintenir longtemps l'ennemi à l'ouest du Rhin. Si les Français passaient par force la barrière, les succès obtenus entre temps en Russie auraient permis de ramener suffisamment de troupes pour les battre sur la rive droite.

C'était le plan de Moltke l'ancien. Schlieffen crut devoir le mettre fond sur fond. Les événements tendent à montrer que ce fut une erreur, et le livre de M. Bredt ne prouve pas le contraire.

Laissons parler les faits.

En août 1914, les 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e armées françaises ont été battues par les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e armées allemandes. On

¹ Le Dr Bredt estime que l'Angleterre serait entrée en guerre contre l'Allemagne même si celle-ci avait respecté la neutralité belge. C'est fort possible, mais cela sort du cadre purement militaire de mon article (L).

peut admettre que, même avec le concours de la 5^e armée, les Français n'auraient en tous cas pas obtenu un succès décisif sur les quatre armées allemandes de gauche.

Mais ce n'est pas là, à mon avis, l'erreur essentielle du plan allemand. Et cette erreur est imputable à Schlieffen, qui l'a commise, plus qu'à son successeur, qui n'a pas su la corriger. Sur son lit de mort, en 1913, Schlieffen répétait encore : « Renforcez l'aile droite ! » Donc, il ne songeait nullement à changer son plan de 1905.

Il me semble, à moi, que Schlieffen, ou à son défaut Moltke, aurait dû se dire :

« L'Autriche-Hongrie, notre unique alliée, ne peut se défendre contre la Russie qu'en attaquant (c'est ce qu'elle a fait). Donc, une très forte proportion des troupes austro-hongroises sera forcément employée à l'offensive à l'est. Si, de son côté, l'Allemagne lance le gros de ses forces dans une offensive à l'ouest, c'est la dispersion des efforts, c'est courir deux lièvres à la fois.

Si, par contre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie attaquent à fond en Russie, elles ont la presque certitude de vaincre, pourvu que la France et l'Angleterre leur en laissent le temps. »

Supposons ces quatre armées concentrées sur la frontière franco-allemande, c'est-à-dire sur un front bien plus étroit que celui qu'elles occupaient réellement. Avec l'appui que leur donnaient les forteresses, il est plus que probable que ce front-là se serait stabilisé dès septembre 1914. Il n'aurait certainement pas été forcé plus facilement que les fronts improvisés qui ont tenu quatre ans. Il n'aurait d'ailleurs pas été nécessaire de tenir si longtemps.

Chacun sait que la bataille de Tannenberg a été gagnée avant l'arrivée des deux corps d'armée de renfort qui ont fait défaut sur la Marne. Chacun sait aussi que malgré les défaites autrichiennes et la pénurie des renforts, Hindenburg gagna pas mal de terrain en Pologne en automne 1914.

Quels résultats n'aurait-il pas obtenus s'il avait disposé, en outre, des quinze corps des 1^{re}, 2^e et 3^e armées allemandes !

* * *

En définitive, si l'on comprend que le gouvernement allemand ait cru devoir accepter les yeux fermés le plan de campagne de son pape stratégique Schlieffen, on est en droit d'affirmer que ce plan n'était pas *le seul* capable de lui procurer la victoire.

Il suffit de se reporter au livre de Feyler pour se convaincre que si l'on voulait à tout prix attaquer à l'ouest, l'attaque directe contre le front fortifié français offrait aussi des chances de succès.

Bien plus, il n'est aucunement prouvé — et c'est là l'essentiel — que le plan Schlieffen, avec ou sans les modifications de Moltke le jeune, offrît plus de chances de succès que celui de Moltke l'ancien.

Les événements, n'en déplaise au D^r Breddt, tendent plutôt à prouver le contraire.

On est donc fondé à croire que l'invasion de la Belgique fut une erreur non seulement politique, mais militaire. Si Bethmann-Hollweg était dans l'impasse, c'était par suite de l'erreur stratégique de Schlieffen autant que des gaffes diplomatiques de Guillaume II.

L.

